

<http://jesuschristenfrance.fr/chretiens-confrontes-a-des-lois/article/louis-de-bourbon-duc-d-anjou-il-est-temps-de-mettre-en-place-une-veritable-politique-volontariste-tant-a-propos-de-l-immigration-que-de-l-islam-en-france>

Louis de Bourbon, duc d'Anjou : « Il est temps de mettre en place une véritable politique volontariste tant à propos de l'immigration que de l'islam en France



Date de mise en ligne : jeudi 13 décembre 2018

- Chrétiens confrontés à des lois illégitimes, des actes de profanation, des décisions injustes et même des agressions criminelles -

Copyright © Jésus-Christ en France - Tous droits réservés

Louis de Bourbon, duc d' Anjou : « Il est temps de mettre en place une véritable politique volontariste tant à propos de l'immigration que de l'islam en France. Quelle responsabilité pour ceux qui viennent d'adopter le Pacte de Marrakech »
Nicolas Dupont-Aignan : « La France crève de son pillage par l'oligarchie. On cumule aujourd'hui la faillite économique, la détresse sociale, et l'impuissance sécuritaire »

Louis de Bourbon, duc d' Anjou

« Il est temps de mettre en place une véritable politique volontariste tant à propos de l'immigration que de l'islam en France. Quelle responsabilité pour ceux qui viennent d'adopter le Pacte de Marrakech ! »

Louis de Bourbon, duc d' Anjou

[le salon beige](#)

Nicolas Dupont-Aignan : « La France crève de son pillage par l'oligarchie
On cumule aujourd'hui la faillite économique, la détresse sociale, et l'impuissance sécuritaire

Par Tugdual DenisPatricia de Sagazan
Marianne Lecach
Publié le 12/12/2018

Extraits de l'entretien donné par Nicolas Dupont-Aignan dans Valeurs Actuelles :

« Le président de Debout la France revendique son soutien aux "gilets jaunes" et affiche une colère intacte à l'égard du gouvernement. Nicolas Dupont-Aignan appelle à poursuivre la mobilisation et réclame, après l'attentat de Strasbourg, l'incarcération des fichés S les plus dangereux.

L'attentat de Strasbourg va-t-il selon vous modifier la mobilisation des " gilets jaunes " ?

Bien évidemment, cela change quelque chose dans l'expression de la mobilisation qu'il faudra avoir. Mais cela n'enlève rien à la détresse sociale des Français. Pire : on cumule aujourd'hui la faillite économique, la détresse sociale, et l'impuissance sécuritaire. Après 30 ans de gouvernement en pilotage automatique, voilà où on en est... A la télévision, j'entends toujours le même blabla d'impuissance. Le type concerné est un délinquant multirécidiviste, qui a fait du prosélytisme en prison, est fichés S, et on nous explique qu'on ne peut rien faire ! Les commentaires des

pseudos-experts sont affligeants. Je propose une mesure simple : pour les moins dangereux, mettre les fichés S pour radicalisation sous bracelets électroniques. Lorsqu'il y a menace imminente, ne pas hésiter à les incarcérer. Comment se fait-il qu'on parvienne à placer en détention préventive des " gilets jaunes " avant les manifestations, et on ne serait pas capables de le faire pour des fichés S ?

Qu'avez-vous pensé de la prestation d'Emmanuel Macron lundi soir ? Vous a-t-il semblé à la hauteur ?

Nous avons assisté à un grand numéro de comédie, sans aucune vision d'ensemble. Avec des gestes, certes, mais très hypocrites. Et surtout, il a menti : la hausse du Smic annoncée n'est qu'une hausse d'une prime d'activité consentie par anticipation, qui ne concerne qu'une partie des smicards. Sur les retraités, c'est l'escroquerie du siècle : il va rendre 1,5 milliards d'euros en revenant sur la CSG pour une partie des retraités mais continuer à leur piquer 2,8 milliards d'euros en maintenant la désindexation des pensions de retraite sur l'inflation chaque année. Sur l'ensemble du quinquennat, cela correspond à 15 milliards d'euros. C'est un sabotage des retraites sans précédent. Une rupture totale du contrat social qu'aucun gouvernement ne s'était permise. Pour les automobilistes, il ne résout en aucun cas le problème de la taxation 2018 et aurait du revenir sur les 80 Km/h...

Avez-vous été surpris par l'annonce d'un grand débat sur l'immigration ?

La cerise sur le gâteau de la tromperie tient dans ce débat à venir sur l'immigration ! Il ose l'annoncer le jour où son ministre va signer le pacte de Marrakech. Un pacte qui ouvre les vannes de l'immigration et, par un enchaînement de jurisprudences, aboutira à un acte contraignant, même s'il ne l'est pas encore aujourd'hui.

En quoi vous avez la certitude que le pacte de Marrakech deviendra contraignant ?

Lisez-le et vous comprendrez en quoi il est dramatique. Il reconnaît les migrations comme quelque chose d'inhérent à la mondialisation et de positif. Il y est même écrit que les médias critiquant les migrations seront punis financièrement... Par un enchaînement de jurisprudence de la cour européenne des droits de l'homme, ce pacte sera inscrit dans le bloc de constitutionnalité ou de législation. Les décisions d'expulsion des migrants clandestins non demandeurs d'asile seront beaucoup plus difficiles. Je ne suis pas le seul à le dire ! Le député Républicain Claude Goasguen l'a dit lui-même à l'Assemblée nationale. Et tous les juristes le savent ! Ce pacte est monstrueux et nous sommes le seul pays où il n'y a pas de débat ! Rien, pas même au Parlement. Est-ce par hasard que les Etats-Unis, l'Australie, Israël, la Pologne, la Tchéquie, le Brésil, l'Autriche, l'Italie... y renoncent ? Si on ne change pas les règles du jeu migratoire en Europe, on ne règlera pas la question de la répartition de la misère et de la création de richesse en France.

Le pouvoir semble vouloir minimiser la portée de ce pacte en envoyant Jean-Baptiste Lemoine, un secrétaire d'Etat, pour le ratifier...

Ce sont des menteurs professionnels, des manipulateurs, qui se permettent de nous accuser de fake news, c'est le monde à l'envers ! Que Macron assume ! La démocratie repose sur la confiance. Et la confiance repose sur la vérité et la franchise. Madame Merkel a au moins eu le courage d'y aller.

A la place de ce grand débat sur l'immigration, qu'auriez-vous préconisé ?

J'ai fait une proposition de loi constitutionnelle proposant un référendum d'initiative partagée, possible dans notre Constitution. Il faut simplement que monsieur Wauquiez arrête son double langage et signe cette proposition, cosignée par des parlementaires tels que Jean-Louis Masson, Marine Le Pen, Franck Marlin et d'autres... Il suffit que

Anjou : « Il est temps de mettre en place une véritable politique volontariste tant à propos de l'immigrati

l'on ait 165 parlementaires et le soutien d'un dixième des électeurs (environs 4 millions de signatures, ndlr) pour que le gouvernement soit obligé d'organiser un référendum national. Je le réclame inlassablement. L'immigration est le seul dossier qui n'a pas été arbitré par le peuple, et on nous enfume avec une consultation, du bavardage localisé, qui va durer trois mois !

Votre critique est radicale, certains vous accusent de jeter de l'huile sur le feu...

Je ne mets pas de l'huile sur le feu, je ne fais que défendre ces millions de Français qui ne sont plus représentés par l'opposition. Quand je vois Guillaume Peltier applaudir Macron lundi soir, je me demande où l'on va. L'opposition est aux abris, elle se déculotte. Il faut continuer la mobilisation, en manifestant pacifiquement devant les préfectures mais sans paralyser la vie économique du pays ni les commerçants qui ont déjà beaucoup souffert. La mobilisation se poursuivra parce que nous ne pouvons pas bâillonner un peuple que l'on enchaîne. »

Sites à consulter :

[le salon beige](#)

[valeurs actuelles](#)